

De la communale au localisme

Quand la III^{ème} République et son ministre de l'Instruction Publique, Jules FERRY, instituèrent l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire pour tous les enfants de 6 à 12 ans vivant sur le territoire français, ils le firent dans le cadre de l'administration de l'époque, celle des départements et des communes. C'est ainsi que, dans tant de communes françaises, existent toujours les bâtiments si typés de l'école de filles accolée à celle des garçons, parfois désaffectées aujourd'hui, le tout à proximité de la mairie.

Dans ces premiers temps de la démocratisation de l'accès au savoir pour tous, les objectifs étaient clairs et éminemment politiques : il fallait éduquer la jeunesse française dans l'amour de la République.

L'attachement aux principes républicains exprime la cohésion nationale qui passe par l'acceptation d'un passé et d'objectifs communs. Quand l'unanimité du projet existe, c'est qu'il manifeste l'intérêt général et le refus de voir des intérêts particuliers, idéologiques ou économiques, prévaloir sur lui.

C'est cela la LAÏCITE !

C'est pourquoi les petites filles et les petits garçons du même âge faisaient dans toutes les communales de France la même dictée à la même heure, le même problème de trains qui se croisent et récitaient les mêmes fables de LA FONTAINE.

Aujourd'hui, quand le ministère de l'Education Nationale lance des consignes, les établissements scolaires parfois s'en accommodent à leur façon.

Ainsi celle de l'Ecole bienveillante et inclusive Bienveillante et inclusive pour tous ? Pas vraiment.

Il arrive parfois que les « habitudes et la culture locale », autrement dit le « localisme » de certains personnels soient encouragées par des éléments de la hiérarchie au détriment d'autres personnels et de certains élèves : des élèves stigmatisés et rejetés pour leurs origines sociales qui font tâche auprès d'autres dont les pères ne parlent pas comme des charretiers ni les mères comme des poissardes.

Les enfants de ces parents au langage si peu châtié et aux revenus plus que modestes ne sont-ils pas, eux aussi, les enfants de la République ?

En encourageant ce « localisme » pour des raisons de confort et d'entre-soi convenable, c'est la dimension nationale de l'Ecole qui est mise en échec et, avec elle, le souci de l'intérêt général et, par conséquent, la LAÏCITE.

La République et la démocratie en sont défigurées.

Ce nonobstant, bel été à tous et bonnes vacances !